



Comité d'Animation du C.I.I.M.E.R.

CENTRE D'INTERPRÉTATION ET D'INVESTIGATION
DE LA MÉMOIRE DE L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

Siège social : Gare de Borredon, 290 Chemin de la gare 82300 Montalzat

Correspondance : Chez Joseph Gonzalez, 23 Quai Adolphe Poulit, 82000 Montauban
Jose.gonzalez44@wanadoo.fr ou ciimercomite@orange.fr

Ne laissons pas souiller l'Histoire

Refusons l'épandage de lisier de porc sur l'emplacement du camp de concentration de Septfonds (1939-1944)



En décembre 2017 le préfet du Tarn-et-Garonne a autorisé l'extension d'une porcherie, sise à Septfonds, qui épandrait le lisier produit par des milliers de porcs (6 500 par an) sur l'espace de l'ancien camp. Cette extension a été activement soutenue par le maire de Septfonds, tandis que les maires de Montalzat et Montpezat se sont prononcés contre l'épandage.

Un collectif d'habitants du département relayé par l'association *France-Nature-Environnement* (FNE), a aussitôt lancé une pétition pour dénoncer les nuisances et le mode industriel d'élevage.

Cette première pétition a recueilli à ce jour 2475 signatures. Début janvier, le CIIMER, a lancé une pétition complémentaire destinée à poser un autre problème de fond : celui du respect d'un lieu où 30 000 personnes ont été enfermées et maltraitées aux heures sombres de notre Histoire. Cette pétition a recueilli à ce jour 7902 signatures. En convergence avec la FNE et avec le syndicat agricole *Confédération Paysanne*, le CIIMER a entrepris une série de démarches. Le 9 janvier le CIIMER a déposé un recours gracieux auprès du préfet :

« Les excréments porcins sont incompatibles avec le respect dû à ceux qui ont souffert ici. Ce projet est en contradiction avec le monument érigé en leurs mémoires ainsi qu'avec l'inscription du lieu sur la liste du Patrimoine [de la France]. C'est une offense à ceux dont les corps y gisent encore... ».

Le 9 mars, une délégation du CIIMER, conduite par Carmen Negrín, présidente du *Conseil de Pilotage du CIIMER* et présidente d'honneur de la *Fundación Juan Negrín*, a été reçue par le Préfet. 7 000 signatures, ont été remises, et simultanément envoyées au Président de la République. Le 10 mars, après un défilé sans précédent depuis le Mémorial du camp de concentration jusqu'au Monument aux Morts de Septfonds, 500 personnes ont manifesté devant la mairie. Mais le maire persiste dans le mépris des victimes de 1939-1944.

Le 27 mars, un recours administratif contre l'arrêté préfectoral autorisant « l'usine à cochons » qui va souiller un lieu de recueillement a été déposé devant le Tribunal de Grande Instance de Toulouse, conjointement par *Mémoire de l'Espagne Républicaine en Tarn-et-Garonne* (MER82) et l'*Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France* (AAGEF-FFI), en représentation des 51 associations membres du CIIMER.

La FNE, a déposé également un recours administratif avec ses attendus spécifiques. Côte à côte, le CIIMER, la FNE, la *Confédération Paysanne* ont multiplié les initiatives publiques de mobilisation, notamment sur les marchés et autres animations locales à Bressols, Caussade, Montauban, Saint Antonin, Septfonds...

Le maire de Septfonds, le préfet et le président Macron font la sourde oreille ?

Poursuivons l'action !

Continuons à faire signer la pétition (sur internet, taper : [CIIMER stopper porcherie Septfonds](#))

Rassemblons-nous et manifestons tous ensemble :

à Montauban, place des Martyrs, à 10h00, le 22 septembre 2018

Joseph Gonzalez Ocaña, président du *Conseil d'Administration du CIIMER*
Henri Farreny del Bosque, secrétaire du *Conseil de Pilotage du CIIMER*

Davantage d'infos sur le site de MER82 (taper : mer82.eu)